

DOCUMENT PRÉPARATOIRE

Réunion interagences des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité

13-14 septembre 2011, Siège de l'UNESCO (Paris), Salle X-XIV, Bâtiment Bonvin

Contexte

Pour la seule période des 10 dernières années, plus de 500 journalistes et collaborateurs des médias¹ ont été tués dans le monde² et un nombre bien plus élevé d'entre eux ont été touchés ou blessés dans l'exercice de leur métier. Dans leur majorité, ces attaques n'ont pas eu lieu en situation de conflit ouvert et elles ont souvent été commises par du personnel de police et de sécurité, des milices, ainsi que par des acteurs non étatiques tels que des groupes du crime organisé. La plupart des agressions contre des journalistes et des collaborateurs des médias ne fait l'objet d'aucune enquête ni d'aucune sanction. Parmi ces attaques contre les journalistes, on recense des actes d'assassinat, d'enlèvement, de prise d'otage, de harcèlement, d'intimidation et enfin d'arrestation et de détention illégales de journalistes, de professionnels des médias et d'accompagnateurs en raison de leurs activités professionnelles. Les agressions sexuelles sont également des armes utilisées pour faire taire les femmes journalistes.

« Chaque journaliste tué ou neutralisé par la terreur est un observateur de la condition humaine en moins. Chaque attaque déforme la réalité en créant un climat de peur et d'autocensure³. »

D'après un rapport publié par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ)⁴, ces crimes sont rarement signalés « à cause de divers tabous culturels » et d'un « manque de confiance envers les autorités pour une réaction sérieuse à la suite de leurs plaintes ». Mais les journalistes rencontrés pour la rédaction de ce rapport ont également déclaré que des considérations professionnelles jouaient « un rôle important dans leur réticence à signaler une agression à leurs rédacteurs chef de crainte qu'ils ne soient perçus comme vulnérables et se voient refuser des missions futures ».

La question de la sécurité des collaborateurs des médias et des outils de lutte contre l'impunité est un préalable essentiel à l'établissement de la liberté d'expression et de la démocratie. Il est impératif de s'en saisir.

¹ La *Recommandation 4* du 3 mai 1996 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe définit les journalistes comme « tous les représentants des médias, à savoir toutes celles et ceux qui participent à la collecte, au traitement et à la diffusion de nouvelles et d'informations, y compris les opérateurs de prises de vues et les photographes, ainsi que le personnel de soutien tel que les chauffeurs et les interprètes ».

² D'après le *Comité pour la protection des journalistes* (CPJ), 516 journalistes et collaborateurs des médias ont été tués sur la période 2000-2010.

³ Barry James dans *Liberté de la presse: sécurité des journalistes et impunité*, publication de l'UNESCO, 2007.

⁴ Voir *L'agression sexuelle contre les journalistes : le crime qui musèle. Rapport spécial du Comité pour la protection des journalistes* publié par le Comité pour la protection des journalistes.

L'UNESCO est la seule agence spécialisée des Nations Unies mandatée pour défendre et faciliter la liberté d'expression et son corollaire, la liberté de la presse. La Constitution de l'UNESCO stipule expressément que la mission de l'Organisation est de « faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image »⁵. L'une de ses activités phares dans ce domaine est la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. En 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies a fixé au 3 mai la Journée mondiale de la liberté de la presse et l'UNESCO se charge depuis d'organiser chaque année la célébration de cet événement à cette date. À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2007, les principales associations professionnelles internationales des médias et organisations non gouvernementales de défense de la liberté de la presse ont adopté la *Déclaration de Medellín*⁶ qui est spécifiquement consacrée à la protection de la sécurité des journalistes et à la lutte contre l'impunité en situations de conflit et non conflictuelles. En outre, depuis de nombreuses années, l'UNESCO soutient l'organisation de formations et d'ateliers sur la sécurité à destination des journalistes et des collaborateurs des médias du monde entier, elle développe des campagnes de sensibilisation et plaide avec les États membres pour que les crimes perpétrés contre les journalistes et les collaborateurs des médias ne restent plus impunis.

En 1997, conformément à la résolution 29 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO, le Directeur général a initié une politique de condamnation des assassinats de journalistes et de collaborateurs des médias⁷ et a entrepris d'exhorter les autorités compétentes à s'acquitter de leurs obligations, qui sont de prévenir, soumettre à enquête et sanctionner les crimes perpétrés pour faire obstacle à la liberté d'expression et au droit à l'information et d'accorder réparation pour les conséquences de ces crimes. La même année, le Conseil exécutif de l'UNESCO a également créé le Prix de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano qui distingue un individu ou une organisation défendant ou favorisant la liberté d'expression partout dans le monde, notamment dans le cas où cette action met la vie de l'individu en danger.

En 2008, les organes directeurs du Programme international pour le développement de la communication (PIDC)⁸ élus par les 193 États membres de la Conférence générale de l'UNESCO ont adopté la première *Décision sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité*⁹, qui prie instamment les États membres « d'informer le Directeur général de l'UNESCO, sur base du volontariat, des actions engagées pour mettre fin à l'impunité des responsables et de lui faire part du progrès des enquêtes judiciaires diligentées sur chaque meurtre condamné par l'UNESCO ». La Décision demande également au Directeur général de l'UNESCO de fournir un rapport d'analyse sur la base des réponses reçues de la part des États membres concernés. Depuis, tous les deux ans, le Directeur général de l'UNESCO soumet au Conseil du PIDC un rapport sur *La sécurité des journalistes et le risque de l'impunité* qui sert à contrôler l'état d'avancement des actions de suivi menées par les États membres. Les informations que le rapport délivre nominale ment sur chaque pays sont utilisées par l'UNESCO, qui les transmet au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le cadre de l'*Examen périodique universel*¹⁰ entamé au début de l'année 2011.

⁵ Constitution de l'UNESCO de 1945, Article premier.

⁶ Lire la *Déclaration de Medellín* sur <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009000/medellin-declaration/>.

⁷ Le Directeur général de l'UNESCO avait émis des condamnations d'assassinats de journalistes antérieurement à la Résolution de 1997, mais sous la forme de réaction spécifique à des cas isolés.

⁸ Le Programme international pour le développement de la coopération (PIDC) est dans le système des Nations Unies le seul forum multilatéral destiné à mobiliser la communauté internationale pour l'inciter à réfléchir au développement des médias et à le promouvoir dans les pays en développement. Il est dirigé par un Conseil intergouvernemental de 39 membres qui se réunit chaque année.

⁹ http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/ipdc2008_decision_safety_of_journalists_fr.pdf.

¹⁰ Des informations supplémentaires sur l'*Examen périodique universel* sont consultables à l'adresse <http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>.

En mars 2010, le Conseil intergouvernemental du PIDC a adopté une deuxième Décision¹¹ afin de réaffirmer la Décision précédente et de demander à la Directrice générale de l'UNESCO de se concerter avec les États membres sur la possibilité d'organiser une *Réunion intergouvernementale des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité* associant toutes les agences des Nations Unies concernées et visant à établir une approche globale, cohérente et opérationnelle de la sécurité des journalistes et de la question de l'impunité. Compte tenu des réponses suscitées par cette consultation, la Directrice générale de l'UNESCO a décidé d'organiser cette *Réunion interagences des Nations Unies* les 13 et 14 septembre 2011.

La première démarche engagée en vue de la réunion interagences des Nations Unies de septembre 2011 a consisté en une réunion intitulée *Sécurité et protection des journalistes : une responsabilité planétaire*, organisée en juin 2011 par l'Initiative sur l'impunité et l'état de droit (Initiative on Impunity and the Rule of Law), un projet conjoint du Centre for Law, Justice & Journalism (CLJJ) de la City University de Londres et du Centre for Freedom of the Media (CFOM) de l'Université de Sheffield. Le but de cette initiative est de mener une action conjointe associant des ONG, des gouvernements et d'autres organismes internationaux pour faire cesser l'impunité dont bénéficient les auteurs de meurtres, de menaces ou d'entraves au travail des journalistes. Les conclusions issues de cette réunion seront présentées à la réunion interagences des Nations Unies.

Travailler avec des organisations hors Nations Unies

L'UNESCO travaille avec diverses organisations internationales, régionales et locales se consacrant à la question de la sécurité des journalistes et des collaborateurs des médias. Ces organisations sont les partenaires stratégiques de l'Organisation sur cette question, car elles disposent de ressources humaines spécialisées, de solides réseaux de correspondants locaux et d'une connaissance approfondie des environnements sociopolitiques locaux, qui sont d'un grand renfort pour le travail qu'effectue l'UNESCO dans ce domaine. Pour citer quelques exemples de collaboration, l'UNESCO et l'*Institut international pour la sécurité de la presse* (INSI) mènent régulièrement des sessions de formation et des ateliers destinés aux journalistes et aux collaborateurs des médias intervenant dans des zones de conflit. Le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) assure une permanence téléphonique ouverte 24 h/24 pour les journalistes travaillant dans des zones de conflit¹². L'organisme parisien *Reporters sans frontières* (RSF) a souvent collaboré avec l'UNESCO, y compris pour la rédaction de guides pratiques de sécurité destinés aux journalistes et collaborateurs des médias et disponibles en de nombreuses langues. L'UNESCO joue également un rôle de premier plan dans les campagnes d'information et de sensibilisation auxquelles participent des groupes internationaux tels que l'*Association mondiale des journaux* (AMJ) ainsi que des associations régionales et locales. De plus, l'UNESCO est l'un des membres fondateurs du réseau d'échange d'informations *Échange international de la liberté d'expression* (IFEX) qui surveille l'état de la liberté d'expression dans le monde et alerte ses membres quand survient une agression contre des journalistes et des collaborateurs des médias. L'UNESCO a également contribué à la rédaction d'une *Charte sur la sécurité des journalistes travaillant en zones de guerre ou de tension*, dans laquelle figure un certain nombre de propositions pratiques présentées sous la forme de huit principes qui illustrent la volonté qu'ont les médias, les pouvoirs publics et les journalistes d'essayer systématiquement de réduire les risques encourus. L'UNESCO collabore régulièrement avec d'autres grands organismes internationaux, notamment le *Comité pour la protection des journalistes* (CPJ), l'*Institut international de la presse* (IIP), la *Fédération internationale des journalistes* (FIJ), *Freedom House*, l'*Association interaméricaine de la presse* (IAPA) et l'*International Media Support* (IMS). L'information relative aux aides et aux actions de ce type menées par les membres de ce partenariat mondial pourrait

¹¹ Décision du 27^e Conseil intergouvernemental sur la sécurité des journalistes et l'impunité. Consultable en anglais à l'adresse http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/ipdc2010_safety_decision_final.pdf.

¹² Hotline CICR : Action en faveur des journalistes en mission périlleuse, au + 41 79 217 32 85.

être rendue plus facile d'accès pour l'ensemble des agences des Nations Unies, ainsi que pour ceux qui interviennent collectivement sur le terrain.

Instruments juridiques internationaux

L'Organisation des Nations Unies et sa constellation d'agences ont à leur disposition des outils et des instruments qui peuvent aisément servir à traiter la question de la sécurité des journalistes et à lutter contre l'impunité. Ce qui fait la force de ces instruments, c'est qu'ils bénéficient d'une reconnaissance internationale et qu'ils ont valeur pour les États de référents et d'impératifs moraux. Parmi ces instruments figurent le droit international humanitaire (DIH), le droit international des droits de l'homme (DIDH), des conventions, des déclarations et des résolutions telles que :

- La **Déclaration universelle des droits de l'homme**¹³ (DUDH, 10 décembre 1948). En particulier, l'Article 19 qui déclare que « *tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières* », ainsi que l'Article 3 qui garantit le « *droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne* », les Articles 5 et 9 qui proclament le droit à ne pas être soumis « *à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* » ou « *être arbitrairement arrêté* », et l'Article 8 qui affirme que chacun a droit à un recours effectif contre les violations de ses droits.
- Les **Conventions de Genève** du 12 août 1949 et le **Protocole additionnel I**¹⁴ relatif au traitement des civils – y compris des journalistes – et des personnes ne prenant pas ou plus de part directe aux hostilités. L'**Article 79** du Protocole I stipule spécifiquement que « *les journalistes qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles* » et seront par conséquent protégés en tant que tels au titre des Conventions.
- Le **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**¹⁵ (PIRDGP, 16 décembre 1966) qui est l'accord officiel, correspondant à la DUDH, conclu entre tous les signataires. La PIRDGP précise spécifiquement que les États doivent « *prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus* » dans la Convention.
- L'**UNESCO**, par la **résolution 29** intitulée « *Condamnation de la violence contre les journalistes* » qui a été adoptée à l'unanimité par sa 29^e Conférence générale le 12 novembre 1997, condamne la violence contre les journalistes et appelle ses États membres à respecter leurs obligations en matière de prévention, d'enquête et de sanction à l'égard des crimes perpétrés contre des journalistes.
- La **Résolution 2005/81 du Comité des droits de l'homme des Nations Unies**¹⁶ et les Résolutions antérieures sur l'impunité¹⁷, qui appellent tous les États à faire cesser l'impunité et à engager des poursuites ou des procédures d'extradition, conformément aux obligations que leur assigne le droit international.

¹³ Voir <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>.

¹⁴ Les Conventions de Genève sont consultables à l'adresse http://www2.ohchr.org/french/law/personnes_civiles.htm.

¹⁵ Le PIRDGP est consultable à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.htm>.

¹⁶ Voir http://ap.ohchr.org/documents/E/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2005-81.doc.

¹⁷ Voir http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/WPFP/WPFP2011/resolution_29-fr.pdf.

- Le **Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la Résolution 1738 (2006)**¹⁸ afin de condamner les agressions contre les journalistes en situations de conflit. Ce texte souligne que « *les États ont la responsabilité de s'acquitter de l'obligation que leur fait le droit international de mettre fin à l'impunité et de traduire en justice quiconque est responsable de violations graves du droit international humanitaire* » et que « *les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé doivent être considérés comme des personnes civiles et doivent être respectés et protégés en tant que tels* ».
- La **Résolution 12/16 du Conseil des droits de l'homme sur la liberté d'opinion et d'expression**¹⁹, qui exprime une vive préoccupation vis-à-vis du fait « *que des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression continuent de se produire, notamment des attaques et des assassinats plus fréquents visant des journalistes et des personnes travaillant pour les médias, et soulignant qu'il est indispensable de mieux protéger tous les professionnels des médias et les sources journalistiques* » et qui appelle tous les États à « *prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les violations de ces droits et à créer des conditions qui permettent de prévenir de telles violations, notamment en veillant à ce que la législation nationale pertinente soit conforme aux obligations internationales des États dans le domaine des droits de l'homme et qu'elle soit effectivement appliquée* ».
- Plusieurs Déclarations ont vu le jour en lien avec la Journée mondiale de la liberté de la presse, notamment la **Déclaration de Belgrade**²⁰ concernant le *Soutien aux médias dans les zones de conflit violent et dans les pays en transition* en 2007 et la **Déclaration de Medellin**²¹ qui a été adoptée en 2007 et est consacrée à *La sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité*. Ces documents très importants témoignent de l'orientation donnée aux stratégies de programmation et de financement auxquelles répondent les activités de l'UNESCO dans ce domaine. Ils peuvent aussi servir de référent moral aux États membres et les inciter à diligenter des enquêtes sur tous les actes de violence dont sont victimes les journalistes, à libérer les journalistes emprisonnés et à « *se conformer aux engagements, inscrits dans la résolution 29 de l'UNESCO, de promouvoir la législation nécessaire en vue d'enquêter sur les meurtres de journalistes, de poursuivre leurs auteurs et de combattre l'impunité* ».

Les déclarations se sont avérées utiles dans les cas spécifiques où il s'agissait de lutter contre l'impunité, comme le relève l'étude intitulée *Impunity and the Rule of Law*²² (« Impunité et état de droit ») qui a établi que « *les résultats concluants des conventions portant sur des catégories données (enfants, femmes, minorités, personnes handicapées) ou des droits spécifiques (protection contre la torture, non-discrimination) confirment que ces textes renforcent les garanties*

¹⁸ Voir http://portal.unesco.org/ci/fr/files/24283/11762820563r%E9solution_1738.pdf/r%E9solution%2B1738.pdf.

¹⁹ Voir <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/G09/166/90/PDF/G0916690.pdf?OpenElement>.

²⁰ Déclaration de Belgrade, consultable à l'adresse <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009000000/belgrade-declaration/>.

²¹ Déclaration de Medellin consultable à l'adresse <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday20090000/medellin-declaration/>.

²² *Impunity and the Rule of Law: The Initiative for an International Framework to Protect Journalists from Violence and Counter Impunity*. Cette étude a été présentée à la Conférence intitulée « Safety and Protection of Journalists: A Responsibility for the World » (« Sécurité et protection des journalistes : une responsabilité planétaire ») qui s'est déroulée à la City University de Londres le 1^{er} juin 2011. Elle est consultable en anglais à l'adresse http://www.cfom.org.uk/wp-content/uploads/2011/05/Impunity_report_30thMay.pdf.

qu'apportent les instruments de portée générale et font peser une réprobation particulière sur les cas de violation ».

Il reste pourtant nécessaire de mieux clarifier la différence qu'il y a, pour les journalistes et les collaborateurs des médias, entre le fait de travailler en situations de conflit ou en situations non conflictuelles. Dans le cas d'une situation de conflit, le Droit international humanitaire (DIH) doit être respecté par les États. En bref, le DIH fait la distinction entre combattants et civils dans les situations de conflit ; il apporte également des précisions concernant le traitement et la protection des civils qui se trouvent en situations de conflit. Le DIH indique clairement que les journalistes, y compris les journalistes embarqués, sont des civils qui doivent par conséquent être protégés en tant que tels. Parmi les principales références en matière de DIH figurent les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels ainsi que la Résolution 1738 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils respectent le DIH est également l'un des moyens dont dispose la communauté internationale pour contribuer à la sécurité des journalistes et des collaborateurs des médias. Il est important de noter que la Résolution 1738 du Conseil de sécurité s'applique spécifiquement aux situations de « conflit armé », dans lesquelles agresser un journaliste équivaut à s'attaquer à un civil en situation de guerre et constitue donc un « crime de guerre ». Mais ceci ne résout pas le problème des attaques commises contre les journalistes en temps de paix ou bien dans des pays qui ne se trouvent pas en situation de conflit armé – en fait, c'est là que se produisent aujourd'hui la majorité des cas. Dans le cas de situations non conflictuelles, d'autres mécanismes doivent entrer en vigueur, dont le Droit international des droits de l'homme (DIDH) qui constitue un ensemble d'*idéaux communs (ou internationaux) à atteindre par tous les peuples et toutes les nations*²³. Parmi les textes les plus fréquemment cités en matière de DIDH figurent la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et l'accord officiel du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDGP).

Les défis pour les Nations Unies et ses agences

Traditionnellement, la question de la sécurité des journalistes est une question en grande partie juridique. Le principal objectif de nombreuses organisations comme l'UNESCO est donc de s'assurer que les États membres se conforment aux lois et aux normes internationales relatives à la protection des journalistes et des collaborateurs des médias. Mais si les États restent les premiers concernés par les efforts visant à garantir la sécurité des journalistes et des collaborateurs des médias, le problème a désormais davantage d'ampleur. Beaucoup d'actes de violence contre des journalistes et des collaborateurs des médias sont perpétrés par des acteurs non étatiques, notamment des organisations du crime organisé, des cartels de la drogue, des forces de sécurité et des milices. Les gouvernements locaux n'ont souvent pas la volonté, ou la capacité, de diligenter des enquêtes judiciaires en faveur des victimes. Ceci engendre un phénomène d'impunité et se traduit au bout du compte par l'apparition d'un cercle vicieux : la criminalité et la peur progressent, tandis que les auteurs sont encouragés à commettre toujours davantage de violences et d'attaques à cause de l'absence de sanction et de toute justice. L'impunité représente un défi pour les Nations Unies et ses agences, qui doivent s'efforcer d'agir efficacement contre un problème qui a en réalité deux causes distinctes.

Les efforts actuels des Nations Unies et de ses agences [Il faudrait également ajouter ici la contribution d'autres agences des Nations Unies]

Outre les instruments juridiques internationaux, les Nations Unies et ses différentes agences disposent d'un certain nombre d'avantages comparatifs, dont celui d'être dotées d'une tribune institutionnelle d'où elles peuvent faire entendre leurs préoccupations. Par exemple :

- L'UNESCO condamne publiquement et systématiquement les assassinats de journalistes ou de collaborateurs des médias. Le Directeur général de l'UNESCO condamne les

²³

Déclaration universelle des droits de l'homme. Consultable à l'adresse <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>.

assassinats de journalistes et de collaborateurs des médias depuis 1997, conformément à la résolution 29 adoptée par la Conférence générale. En 2010, la Directrice générale a émis 62 condamnations publiques d'assassinats de journalistes.

- La célébration annuelle de la Journée mondiale de la liberté de la presse et le prix de la liberté de la presse Guillermo Cano, inauguré en 1997, sont de la part de l'UNESCO des campagnes à très forte visibilité qui sensibilisent à la liberté de la presse, y compris aux questions de sécurité et de lutte contre l'impunité.
- La Directrice générale de l'UNESCO a soumis le rapport sur « La sécurité des journalistes et le risque de l'impunité » au Conseil du Programme international de développement de la communication (PIDC)²⁴ le 17 mars 2010. C'est principalement par le biais du Conseil du PIDC que l'UNESCO appelle les États membres à s'atteler au suivi et à la traque des cas d'impunité.
- En tant qu'organisations intergouvernementales, l'UNESCO et les autres agences des Nations Unies disposent d'un éventail de solutions diplomatiques dont, notamment, la pratique de la « diplomatie silencieuse » – ou diplomatie discrète – auprès des États membres où la sécurité des journalistes et la question de l'impunité posent problème.

Suggestions d'objectifs et de sujets de discussion pour la réunion interagences

- Dans l'esprit de l'initiative *Unis dans l'action*, il conviendrait que les diverses agences des Nations Unies réfléchissent aux moyens de s'emparer de manière plus coordonnée, et cohérente, de la question de la sécurité des journalistes et de la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes contre des journalistes. En tirant parti des forces et des avantages comparatifs des divers membres de la famille des Nations Unies, le système des Nations Unies aurait davantage de capacité à lutter contre les nombreuses attaques dont sont victimes les professionnels des médias.
- Pour être le plus efficace possible, il conviendrait que les agences des Nations Unies se dotent d'une approche globale, cohérente et opérationnelle de la sécurité des journalistes et de la question de l'impunité. Il faudrait pour cela concevoir un mécanisme coordonné d'échange d'informations, un système d'alerte précoce, une stratégie claire ainsi qu'un ensemble de bonnes pratiques permettant de faire face à l'impérieux problème de la sécurité des journalistes et de la lutte contre l'impunité. Une première démarche de lutte contre le problème de l'impunité pourrait consister à analyser et approfondir davantage le terme d'« impunité », et à identifier des facteurs déclencheurs ou des indicateurs spécifiques.
- Identifier la contribution spécifique de chaque agence intergouvernementale, et en particulier de chaque agence des Nations Unies, à la lutte contre l'impunité.
- Donner aux agences des Nations Unies les moyens de travailler efficacement avec des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées se consacrant à la sécurité des journalistes et des collaborateurs des médias, telles que l'*Institut international pour la défense de la presse* (INSI), *Reporters sans frontières* (RSF), le *Comité pour la protection des journalistes* (CPJ), l'*Association interaméricaine de la presse* (IAPA), le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) ainsi que des systèmes d'alerte internationaux et parfaitement institutionnalisés tels que l'*Échange international de la liberté d'expression* (IFEX). Ceci pourrait se faire notamment en fournissant, à l'ensemble des organismes partenaires et des acteurs de terrain associés à cet important partenariat mondial, des

²⁴

Voir http://portal.unesco.org/ci/en/files/29600/12690062215safety_of_journalists_27_session_FR.pdf/safety_of_journalists_27_session_FR.pdf.

informations à jour portant à la fois sur le domaine d'expertise concerné de chaque partenaire et sur le type d'assistance offert aux journalistes.

- Déterminer comment mieux informer et sensibiliser les journalistes, les propriétaires de médias et les responsables politiques concernant les conventions et les instruments internationaux existants, ainsi que les divers guides pratiques sur la sécurité des journalistes qui ont déjà été produits.
- Agir pour que soient prises des mesures permettant d'une part de faire mieux appliquer les règles et les principes d'ordre humanitaire relatifs à la protection des journalistes, des professionnels des médias et des accompagnateurs en situations de conflits armés, et d'autre part de défendre la sécurité des personnes concernées.
- Œuvrer contre le développement de nouvelles menaces à l'encontre des journalistes et des employés des médias, notamment les prises d'otage et les enlèvements.
- Encourager la mise en place de mécanismes qui intègrent le développement des médias dans les programmes destinés à faire progresser socialement, économiquement et politiquement des sociétés engagées sur la voie du développement, de la transition politique, ou qui sortent d'une période de crise sociale conflictuelle.
- Sensibiliser les gouvernements à l'importance de la liberté d'expression et à la menace que l'impunité dont bénéficient les crimes visant des professionnels des médias fait peser sur cette liberté.
- Engager des actions déterminées en faveur de la sécurité des journalistes en situations périlleuses et garantir le respect de leur indépendance professionnelle.
- Sensibiliser les nouvelles organisations, les rédacteurs en chef et le personnel d'encadrement aux dangers qui menacent leurs équipes lorsqu'elles couvrent des événements périlleux, et en particulier aux dangers auxquels sont exposés les journalistes locaux.
- Exhorter les nouvelles associations à développer et à maintenir des dispositifs de sécurité efficaces, aussi bien lorsque leurs équipes couvrent des événements locaux touchant par exemple au crime et à la corruption, à des manifestations, à des questions d'environnement ou de santé, que lors de conflits armés internationaux.
- Promouvoir des actions garantissant la sécurité des journalistes, notamment par des formations à la sécurité pour les journalistes, par des codes de sécurité, par des dispositifs d'assurance-santé et d'assurance-vie, et par l'égalité d'accès à la protection sociale entre travailleurs indépendants et salariés à temps plein.
- Coordonner des campagnes de communication de grande ampleur sur les crimes impunis perpétrés contre des journalistes ainsi que sur d'autres types de violence, pour que toutes les violations de la liberté de la presse reçoivent une couverture médiatique.
- Encourager les écoles de journalisme et les départements d'information et de communication à intégrer, dans leurs programmes, un volet d'études sur l'impact qu'ont les crimes contre les journalistes – et l'impunité dont ils sont suivis – dans les sociétés démocratiques. De plus, plaider pour que les programmes intègrent des thématiques ou des cours spécifiques sur la liberté de la presse et organiser des activités – de formation à la sécurité par exemple – au sein des associations de défense de la liberté de la presse, des médias d'actualité et des écoles de journalisme.

- Continuer à encourager la collaboration entre les journalistes, les propriétaires de médias, les enseignants, les groupes de défense de la liberté de la presse et les agences de développement compétentes, aux niveaux national et mondial, pour faire en sorte que des actions de développement des médias soient intégrées dans les programmes de développement social et économique.